



LA BANQUE ROYALE DU CANADA

BULLETIN MENSUEL

THE ROYAL BANK OF CANADA
ARCHIVES

SIÈGE SOCIAL, MONTRÉAL, JUIN 1949

LE CANADA EST LE CLIENT DU MONDE ENTIER

LE Canada occupe une place unique dans l'économie mondiale — du moins dans la partie qui en demeure libre et indépendante.

Entre 25 et 30 pour cent de son revenu national est dérivé de son commerce d'exportation.

Pour cette raison, les exportations font l'objet de beaucoup de discussions. Tous les producteurs désirent expédier une partie de leurs marchandises à l'étranger, et cela semble la chose la plus importante au monde.

Le présent Bulletin se propose d'examiner l'autre côté de la question. Le pouvoir d'achat des autres pays a une grande importance pour nous, et ce pouvoir d'achat dépend des marchandises que les autres pays sont capables de vendre.

Le Canada est loin de se suffire. Pour maintenir notre niveau d'existence nous devons importer certaines marchandises que nous ne pouvons pas produire ou que nous ne pouvons pas fabriquer économiquement. En vérité, un de nos principaux objets en faisant le meilleur usage possible de nos propres ressources, est de nous permettre d'importer les choses qui nous manquent.

L'importance du commerce d'importation a été reconnue par le Gouvernement. La Division de l'importation du Service du commerce étranger, ministère du Commerce, a été créée pour fournir des renseignements concernant la production, l'offre et les cours des marchandises dans les marchés étrangers, les besoins de notre pays et tout ce qui se rapporte à l'achat de marchandises à l'étranger pour vendre chez nous. Les commissaires du commerce donnent des renseignements sur leurs territoires. Ils recommandent aux importateurs canadiens les maisons, les manufacturiers et les agents de bonne réputation. Ils leur conseillent les meilleurs moyens de s'adresser aux étrangers. Quand les importateurs vont à l'étranger pour faire leurs achats, les commissaires du commerce les présentent aux fournisseurs, les mettent en rapport avec des interprètes et les aident de toutes les manières possibles.

La Foire Commerciale Internationale du Canada a démontré pour la deuxième année que les Canadiens prennent sérieusement le commerce d'importation.

Ils font tout leur possible pour permettre aux fabricants étrangers d'étaler leurs produits aux yeux des acheteurs canadiens.

Sous ce rapport, les banques canadiennes qui ont des succursales et des agences à l'étranger rendent de grands services aux importateurs. Elles recueillent des renseignements sur le commerce et les crédits, préparent des itinéraires pour les importateurs qui désirent voyager en quête de marchandises, fournissent des lettres d'introduction, dressent des listes de maisons susceptibles de fournir les produits que cherche l'importateur, et distribuent des renseignements commerciaux. Quelques-unes, comme la Banque Royale du Canada qui a 61 succursales étrangères et des correspondants dans toutes les parties du monde, ont un département qui fournit à tous les intéressés ou sur demande des renseignements puisés aux meilleurs sources.

Ancienne coutume

Le commerce entre les peuples de différentes nations n'est pas une nouveauté. La nature a partagé ses bienfaits sous le rapport du sol, des forêts, des mines, des cours d'eau, des pêcheries et autres ressources de telle manière que chaque nation peut produire certaines choses plus facilement et plus économiquement que d'autres. La pratique a permis à certaines nations d'exceller dans l'art manufacturier. Les hommes et les nations ont une tendance à produire les marchandises pour lesquelles ils sont spécialement adaptés par la nature ou la pratique.

Il s'ensuit que chaque nation a besoin de choses qu'une autre nation fabrique mieux ou à meilleur marché. Le blé était le grand problème des Athéniens; le sel a joué un rôle important dans le commerce international en Europe. Sir Leonard Woolley, directeur des excavations d'Our en Chaldée, a trouvé le connaissance d'un vaisseau qui, en l'an 2048 av. J.-C., avait fait un voyage de deux ans et était revenu à Our débarquer un chargement d'or, de minerai de cuivre, de bois durs, d'ivoire et de pierres précieuses pour orner les vases et les statues.

Quatre mille ans après, nos besoins se multiplient aussi rapidement que les moyens de les satisfaire.

Les pays qui étaient autrefois lointains sont devenus nos voisins. Beaucoup d'entre eux, y compris le Canada, se sont accoutumés à un état de prospérité et de confort matériel qu'ils abandonneraient à regret. Cela exige un plus grand échange de marchandises que jamais si nous voulons arriver au bonheur, à la satisfaction et à la paix.

Mais, comme dit le professeur Lorne T. Morgan de l'Université de Toronto dans sa revue du livre du Dr Orville J. McDiarmid, *Commercial Policy in Canadian Economy*: "Quoique le bon sens économique soit nécessaire au bien-être du monde d'après-guerre, sa nécessité n'en garantit pas du tout l'existence."

Le bon sens en affaires

Le bon sens nous dit que ce sont les choses que nous produisons chez nous, plus celles que nous importons, moins celle que nous exportons, qui donnent la mesure de notre niveau d'existence.

Les exportations sont principalement importantes comme moyen d'obtenir des importations. Les Etats-Unis cherchent à répandre cette idée chez eux. Les fonctionnaires du gouvernement, les journaux, les hommes d'affaires et les associations commerciales ont entrepris une véritable croisade pour convaincre le Congrès et le public que, pour maintenir la prospérité courante, il faut que le pays adopte des vues plus larges en matière commerciale. Les gens éclairés reconnaissent que le déséquilibre actuel dans le commerce extérieur des Etats-Unis ne peut pas persister indéfiniment et que la meilleure chose qui puisse arriver aux Etats-Unis est d'importer davantage. Le ministère du Commerce a créé une division comme celle du ministère du Commerce au Canada, pour fournir des renseignements aux importateurs.

Une des premières choses à apprendre au sujet du commerce extérieur est que personne à l'étranger n'est obligé d'acheter les marchandises du Canada et que nous ne pouvons pas faire avaler de force 400 millions de boisseaux de blé et 700 millions de livres de bacon et de jambon à nos 13 millions d'habitants.

La leçon suivante est que deux principes élémentaires du commerce intérieur au détail s'appliquent également au commerce extérieur: pour vendre n'importe quoi à une personne, il faut d'abord qu'elle sache ce qu'elle désire et la convaincre ensuite que vous pouvez le lui fournir à un prix raisonnable.

La troisième est celle qui nous intéresse principalement dans le présent article: si vous désirez vendre vos produits à une personne ou à une nation, vous devez acheter les produits de cette personne ou de cette nation ou l'aider en lui fournissant les moyens d'acheter. C'est un axiome économique. Si le commerce, la main-d'oeuvre et l'agriculture négligent d'encourager les importations, il s'ensuivra nécessairement une diminution dans les exportations et, par conséquent, dans les revenus de tous les intéressés.

Quant à l'effet du commerce extérieur sur son propre pays, prenez l'industrie des films aux Etats-Unis. La Grande-Bretagne s'est trouvée à court de dollars et a imposé des restrictions à l'importation des films américains. Au printemps, les producteurs de films ont examiné l'état de leurs finances et imposé les plus

grandes mesures d'économie jamais adoptées à Hollywood. Pourquoi? Parce que, malgré le grand nombre de gens qui vont au cinéma aux Etats-Unis, neuf films sur dix suffisent à peine à faire leurs frais aux Etats-Unis seulement et comptent sur l'exportation pour couvrir les dépenses et payer des dividendes.

Balance du commerce

L'idéal serait probablement un centre international de marchandises de consommation dans lequel toutes les nations verseraient tout ce qu'elles peuvent produire et seraient libres de retirer jusqu'à concurrence de leur production.

C'est là un beau rêve qui n'est pas encore réalisable mais l'idée a du bon.

La concurrence à laquelle se livrent les exportateurs pour obtenir une plus grande part des marchés existants a pour résultat de faire baisser les prix et d'améliorer la qualité, mais la concurrence à laquelle se livre un pays pour vendre à l'étranger plus qu'il n'achète est à la fois absurde et fallacieuse.

En parlant de commerce extérieur, l'emploi du mot "surplus" est mal choisi. Il laisse l'impression, malheureusement trop générale, que le commerce extérieur consiste à se débarrasser des marchandises dont on ne veut pas pour sa propre consommation. C'est mettre la charrue avant les boeufs. Cela implique que le commerce extérieur est un moyen d'écouler un surplus, tandis que le soi-disant "surplus" existe par suite de la demande créée par le commerce extérieur.

Si nous oublions le fait que le commerce international est l'échange de certaines marchandises pour d'autres marchandises, nous entrons dans le domaine de la magie. Il n'y a pas d'endroit sur la terre où nous puissions vendre tout ce que nous voulons, sans rien acheter en retour, et continuer de vivre, comme s'efforcent de le faire des gens apparemment sains d'esprit sous les autres rapports.

Le commerce extérieur doit résulter en avantages mutuels. L'histoire nous apprend que le niveau d'existence s'est amélioré à mesure que les nations voisines ont échangé des marchandises et des services.

Le commerce extérieur mérite qu'on s'y livre avec diligence et qu'on y consacre tous ses efforts. Aristophane a dit quelque chose dans ce genre en l'an 425 av. J.-C. dans une de ses pièces: Pense à quelque chose que ton pays produit en abondance, tandis qu'elle est rare chez nous, et faisons un échange.

Le centre naturel d'activité économique était autrefois la famille de l'homme des cavernes. Aujourd'hui, ce n'est même pas une ville ou un pays mais l'humanité toute entière. Le commerce international de l'an dernier se chiffre à 51 milliards de dollars, ce qui est le total des exportations de tous les pays et la part du Canada sur ce total est de plus de trois milliards.

Liberté économique

Les gens raisonnables pensent que l'énergie humaine peut être mieux appliquée à l'amélioration des niveaux d'existence par la création d'un monde jouissant de la plus grande mesure possible de liberté économique. C'est l'objet des propositions adoptées à Bretton

Woods en vue d'un fonds monétaire international et d'une banque pour la reconstruction et le développement. C'était le but des pays de Bénélux — Belgique, Hollande et Luxembourg — quand ils ont décidé de supprimer leurs barrières commerciales. C'est ce qui a poussé la Suisse et Bénélux à signer un accord en vue de réduire les tarifs douaniers, la France et l'Italie à former une union douanière, et les pays de l'Est et de l'Ouest de l'Europe à chercher à renouer le commerce entre les deux régions.

Le Canada a été un des principaux champions du commerce multilatéral, c'est-à-dire de la liberté du commerce par l'entreprise privée.

Il a prêté son appui aux différents organismes qui doivent leur création aux Nations Unies. C'est au Canada qu'a eu lieu la première assemblée de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture. Nous avons participé à la formulation de l'Accord de Bretton Woods. Le Canada est membre du Fonds Monétaire International. Il était un des trois pays qui ont pris part aux délibérations de Genève et de la Havane d'où sont sortis respectivement l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, et la Charte de l'Organisation Internationale du Commerce.

Tout cela marche de pair avec l'idée croissante que le commerce international doit être multilatéral si l'humanité veut profiter des occasions que le monde nous offre de mener une existence plus confortable et plus heureuse.

Nous ne pouvons pas arriver à la stabilité, ni même faire de progrès si, pour arriver au rétablissement, nous divisons le monde en compartiments étanches. Nous aurions dans ce cas un certain nombre d'économies distinctes, qui dirigeraient chacune leur commerce extérieur sous les ordres du gouvernement, en conformité d'accords à court terme basés sur des accords avec les pays ayant les mêmes vues politiques.

La Charte de l'OIC est pratique

La Charte de l'Organisation Internationale du Commerce (OIC) approuvée à titre d'essai l'an dernier par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et l'Emploi est le plus ambitieux des nombreux accords économiques internationaux conclus au cours de ces dernières années.

La Charte n'est pas un rêve d'utopiste. Elle contient une série de règles qui rendront les plus grands services possibles au commerce dans un monde partagé en un si grand nombre de systèmes économiques et politiques, et elle fournit les moyens de discuter les problèmes communs de politique commerciale. Elle cherche à remplacer la guerre économique par les négociations et les discussions.

Plus des deux tiers des deux milliards d'habitants du globe vivent dans des pays qui s'estiment retardataires par rapport aux nations industrialisées de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. La OIC a pour fonction d'aider ces pays à adopter de saines mesures économiques et industrielles.

Le marché Canadien

Le Canada offre un important marché à un grand nombre d'importateurs étrangers mais, dit le *Board*

of Trade Journal dans un article adressé aux manufacturiers britanniques, la concurrence y est dure. En premier lieu et par-dessus tout, dit l'article, il faut induire les Canadiens à acheter en s'efforçant de leur montrer que la Grande-Bretagne peut leur fournir ce qu'ils désirent. La Mission technique du Royaume-Uni au Canada a trouvé partout l'an dernier que l'acheteur canadien, "toujours sous réserve du prix, de la livraison et du service, est plus que disposé à acheter des marchandises britanniques."

Le Canada est un vaste marché. Les consommateurs dépensent maintenant beaucoup plus que jamais. Les dépenses personnelles en marchandises de consommation et en services ont monté de 3,770 millions de dollars en 1938 à 10 milliards en 1948. Les salaires de la main-d'oeuvre ont passé de 2,054 millions de dollars en 1938 à 7,130 millions de dollars en 1948.

De pair avec ces augmentations, nos achats à l'étranger ont augmenté considérablement, de 678 millions de dollars en 1938 à 2,637 millions de dollars en 1948. Le tableau suivant pris dans le magazine *Commerce Extérieur*, publié par le ministère du Commerce, donne la répartition de ces achats sous forme de pourcentages:

Répartition des importations canadiennes

Pays du Commonwealth	1938	1948
Royaume-Uni et Europe.....	17.6	11.4
Amérique.....	3.3	2.0
Afrique.....	0.7	1.0
Asie.....	3.5	2.9
Océanie.....	2.4	1.8
Total — pays du Commonwealth	27.5	19.1
Pays étrangers		
Etats-Unis et possessions.....	62.7	68.6
Amérique latine.....	2.4	8.4
Europe.....	5.9	2.7
Autres pays étrangers.....	1.5	1.2
Total — pays étrangers	72.5	80.9

Terre-Neuve, qui est entrée dans la Confédération ce printemps, n'est pas comprise dans ces chiffres. Elle offre un débouché pour les produits alimentaires, vêtements, radios, machines, automobiles et un grand nombre de marchandises.

Plus de 50 pour cent sur les 105 millions de dollars des importations de Terre-Neuve en 1947-1948 proviennent du Canada et 38 pour cent des Etats-Unis.

Importations de Grande-Bretagne

Nous avons acheté 299 millions de dollars de marchandises au Royaume-Uni l'an dernier, c'est-à-dire 110 millions de dollars de plus que l'année précédente et 180 millions de dollars de plus qu'en 1938.

Nous nous rendons de plus en plus compte des difficultés économiques de la Grande-Bretagne et du fait que son rétablissement économique est lié avec l'avenir économique du Canada.

Pour développer leurs ventes au Canada, les manufacturiers britanniques envoient des représentants qui étudient les débouchés et les renseignent sur ce que les Canadiens désirent sous le rapport du style, de la qualité et du service. Il est probable que les membres de chaque industrie formeront des groupes pour entreprendre ces missions avec l'aide du gouverne-

ment. C'est là une idée hardie et originale qui produira sans doute de bons résultats si l'on en juge par le succès de la mission de la Wholesale Clothing Manufacturers Federation of Great Britain.

On a critiqué au Canada la réduction dans les achats de nos produits agricoles et forestiers par la Grande Bretagne. Un article de E. H. Gilpin dans le *Board of Trade Journal* dit que "dans l'état où en sont les choses, le seul moyen de payer le Canada est par des marchandises et des services, et la possibilité d'augmenter le volume de nos achats au Canada dépend inexorablement de l'augmentation dans les achats que les Canadiens feront chez nous."

Les Anglais espèrent que la situation s'améliorera. Ils appellent leurs efforts "Opération Canada", et ils organisent des réunions dans tout le Royaume-Uni pour informer les centres industriels des débouchés qu'offre le Canada. Le chef de la Mission technique a dit à son départ: "Nous sommes venus en mission au Canada. Nous retournons en mission en Angleterre."

Importations des Etats-Unis

Les importations du Canada en provenance des Etats-Unis se chiffrent à 1,806 millions de dollars en 1948 par comparaison avec 425 millions de dollars il y a dix ans. Cette augmentation est le résultat d'une combinaison de facteurs. Un article dans l'Annuaire du Canada pour 1947 dit: "A partir de 1920, la préférence canadienne pour les produits ouverts de consommation des Etats-Unis ou pour les marchandises domestiques de modèle américain a augmenté régulièrement. Cette préférence croissante est naturelle en raison de l'expansion continue des succursales d'établissements américains au Canada et du contact des Canadiens avec les campagnes radiophoniques, les revues et la publicité nationale des Etats-Unis."

Un fait que les publications des Etats-Unis ont récemment porté à l'attention de leurs lecteurs s'applique également au Canada. Il est bien beau de dire que les Etats-Unis peuvent se tirer d'affaire en exportant seulement 10 pour cent de leur production nationale, parce que grâce à leurs ressources naturelles et leur grand rendement industriel ils sont relativement capables de se suffire et n'ont, par conséquent, pas besoin d'importer beaucoup, mais il ne faut pas oublier que beaucoup d'industries comme l'aviation, le coton et le tabac ont besoin d'exporter plus de 30 pour cent de leur production. Si les exportations de ces industries étaient réduites à 10 pour cent, elles seraient en très mauvaise posture.

Le manque de dollars

Voici donc les trois côtés du triangle: le Canada, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Le commerce du Canada avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni se compensait autrefois et offrait un exemple classique d'une bonne division internationale du travail. Les grains du Canada nourrissaient l'Angleterre; les tissus anglais habillaient les Canadiens; les produits forestiers et minéraux du Canada, transformés par l'énergie hydro-électrique, faisaient marcher les industries des Etats-Unis, tandis que le charbon et les produits métallurgiques des Etats-Unis alimentaient les usines canadiennes.

Le triangle donnait au Canada l'entrée dans la zone sterling et dans la zone du dollar, et il ne tient à abandonner ni l'une ni l'autre. Nous comptons sur nos ventes à l'Angleterre pour obtenir assez de dollars pour payer nos achats aux Etats-Unis. Jusqu'à la dernière guerre, en vérité, nous allions tranquillement de l'avant, presque sans nous douter que nous avions un déficit envers les Etats-Unis.

Mais aujourd'hui le monde entier est à court de dollars et les autres pays ne tiennent pas à dépenser chez nous leur faible provision. Il devient nécessaire, comme l'a dit un article de *Saturday Night*, d'accepter le règlement de nos marchandises sous forme de marchandises — "non pas dans le but d'équilibrer notre commerce avec chaque pays, mais tout au moins pour que nos achats dans les pays autres que les Etats-Unis compensent à peu près nos ventes à ces pays dans l'ensemble."

Il s'est produit une crise quand nos réserves d'or et de dollars des Etats-Unis ont baissé de 1,508 millions de dollars des Etats-Unis en 1945 à 1,245 millions de dollars en 1946, et à 502 millions vers la fin de 1947. Grâce à des mesures économiques sous forme d'embargos, de rationnements et de restrictions de différentes sortes à l'importation, le Canada s'est rétabli au point que nos réserves se chiffraient à 998 millions de dollars au 31 décembre 1948 et à 1,065 millions de dollars au mois de mars.

Le mal est réparé pour le moment, mais l'idéal pour l'avenir est le retour à la convertibilité entre la livre sterling et le dollar. En attendant, le gouverneur de la Banque du Canada a dit dans un discours à Vancouver au mois de mars: "Nous devons tous, dans toute la mesure de notre pouvoir, nous garder de penser en termes de restrictions et de contractions, et aspirer au contraire à la prospérité et au développement qu'apportent l'entreprise et l'expansion." Nous devons chercher, a-t-il ajouté, à encourager autant que possible les importations des pays hors de la zone du dollar.

Progrès accomplis

Il est évident que dans un monde imparfait il existe des conflits inévitables entre les désirs des particuliers et des nations, et la tâche de remettre de l'ordre dans le monde paraît difficile. Mais on ne devrait pas permettre aux obstacles de faire perdre de vue le progrès qui a déjà été accompli grâce à la persévérance.

Il faut que chaque pays oublie les préjugés populaires qui attribuent aux habitants d'autres parties du monde les malheurs de leur propre pays.

A. G. B. Fisher, dans son livre *Economic Self-Sufficiency*, compare les gens qui partagent des idées de ce genre à un enfant qui est fermement convaincu que tout irait bien si tout le monde se prêtait à ses moindres désirs, et qui se fâche quand tout ne va pas à son gré.

Nous ne pouvons pas attendre que les autres pays du monde viennent chez nous. Il sera peut être nécessaire que les importateurs canadiens, si souvent oubliés dans notre économie, partent à la découverte des marchandises qui peuvent se vendre au Canada. Cela contribuerait beaucoup à la stabilité du Canada.